

Point 00 : Vœu en faveur d'une construction de logement social ambitieuse pour les habitants de la métropole

Intervention : Marie Annick BENATRE (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

Jamais une réforme gouvernementale, celle de la stratégie logement de Macron, n'aura suscité autant de critiques et de craintes venant de tous les horizons avec une cristallisation sur la baisse de l'APL. **Cette stratégie risque en effet de mettre en péril le modèle économique du logement social. Les locataires du parc HLM, les demandeurs d'un logement social, les collectivités locales et les entreprises du bâtiment seront les grands perdants de la réforme Mézard - Denormandie.**

Comme le dit le président de l'USH : « *le budgétarisme de Bercy c'est une doctrine, mais ça ne fait pas une politique du logement au service des habitants* ». Les élus communistes partagent cette affirmation et le rappellent depuis de trop nombreuses années : la question du logement, et notamment celle du logement social, ne peut pas être sacrifiée pour des enjeux strictement budgétaires de court terme. **Au lieu de s'atteler à fournir à tous et toutes un logement décent, la seule visée du président Macron est de faire baisser les budgets, quoi qu'il en coûte socialement. Alors qu'il s'agit d'une question sociale et économique qui engage un modèle de société.**

Cette réforme est celle de l'insécurité sociale généralisée, dans une ampleur sans précédent. Macron veut achever le travail entamé par Sarkozy qui n'a malheureusement pas été bouleversé par Hollande. Attaque des APL, du maintien dans les lieux, de la loi SRU, de l'aide à la pierre, de la fiscalité spécifique : **c'est bien d'une mort programmée du logement social qu'il s'agit.**

C'est tout à la fois une aberration sociale, un non-sens économique.

Le fil rouge de cette réforme est la précarisation. Avec la baisse de 5 € de l'APL, 6.5 millions de bénéficiaires, locataires ou non du parc social, verront baisser leur pouvoir d'achat. Ces prestations sociales sont pourtant indispensables pour les foyers les plus pauvres afin de vivre décemment. Une personne au RSA, une fois les dépenses courantes déduites, ne dispose que de 58 euros par mois pour vivre, moins de 2 euros par jour. Pour un étudiant, le logement représente souvent plus de la moitié de leur budget mensuel.

Et, le projet de loi de finances 2018 va plus loin et avance une nouvelle mesure : celle de rogner de 50 à 70 euros par mois les aides alloués, aux seuls occupants des HLM cette fois. En compensation, sera imposée au monde HLM une diminution équivalente des loyers, une invitation à poursuivre la vente de leur patrimoine pour renouveler leur fond propre. Pour de nombreux bailleurs, c'est un coup fatal porté à leur activité. Cela représente, vous l'avez noté, pour NMH environ 9 millions d'euros de manque à gagner. Et pourtant, contrairement au CAC40, nul actionnaire ni dividende versée : les fonds des HLM sont destinés à la construction de nouveaux logements, à la rénovation du parc, à l'équipement des logements. **Ce sont ainsi les 55000 locataires du parc social de Nantes Métropole, tout comme les personnes en attente d'un logement ou en insertion par le logement, qui vont pâtir de cette baisse des investissements. Car, elle se traduira par un entretien au rabais, une réhabilitation du parc ralentie, un frein dans la construction neuve.**

C'est en fait là encore sur les plus modestes, logés dans le parc social ou en attente d'un logement, que seront trouvées les économies. Il ne sera rien demandé aux propriétaires privés qui pratiquent des loyers inabordables pour un grand nombre des 17000 demandeurs de logements dans la métropole.

Enfin, les annonces du gouvernement sont un sérieux coup porté à l'économie et en particulier au secteur du BTP. Aujourd'hui, les bailleurs sociaux remplissent une grande part des carnets de commande des entreprises du secteur. Un logement construit crée deux emplois, précise le vœu. Quand la conséquence de la baisse des APL pour les bailleurs se chiffre à plus de 80 millions d'euros soit l'équivalent de leur apport investi chaque année dans la construction de 3000 logements, on mesure les conséquences sur l'emploi. **Là encore, les milliers de salariés du BTP apprécieront.**

Les élus communistes approuvent ce vœu et ses attendus. Nous refusons en effet cette insécurité sociale généralisée, cette attaque en règle du logement social. Nous exigeons un retour à un haut niveau des aides à la pierre pour la construction neuve et la réhabilitation. Nous refusons de voir se transformer le logement social en hébergement d'urgence. Nous soutenons les initiatives existantes comme Vive l'APL et invitons tous les élus locaux, les locataires ou les personnes en attente d'un logement à participer au rassemblement de demain devant l'Hôtel de ville de Nantes à 14h.

Je vous remercie pour votre attention.